

Quand la République était impitoyable ...

écrit par Antiislam | 3 avril 2018



Toutes nos élites potitiques, médiatiques, judiciaires chouinent en chœur.

On ne peut pas interdire le salafisme.

On ne peut pas expulser les fichiers S.

On ne peut pas mettre fin au regroupement familial.

On ne peut pas interdire l' UOIF.

On ne peut pas arrêter l'immigration.

La liste de ce qu'ils ne peuvent pas faire est infinie.

Sont-ils des responsables français ou des petits Rats de l'Opéra ?

Bref ils ne savent RIEN faire, ils ne peuvent RIEN faire contre la peste verte qui agresse la France.

Pourtant notre Histoire récente montre que la République savait se défendre contre la barbarie.

Du Figaro:

TRIBUNE – Pour le préfet Hugues Moutouh, le terrorisme n'est pas une fatalité et il y a des mesures à prendre pour l'endiguer.

Il rappelle la fermeté avec laquelle la IIIe République avait répondu à la vague d'attentats anarchistes dans les années 1890.

Une fois encore la France est en deuil et pleure ses morts,

après une nouvelle attaque terroriste sur son sol.
C'est le premier attentat depuis le début de l'année 2018.

L'an dernier, les services en ont dénombré onze au total, neuf ayant échoué près du but et deux, malheureusement, qui ont abouti: celui du 20 avril 2017 (la fusillade sur les Champs-Élysées a fait une victime parmi les forces de l'ordre), et celui du 1er octobre 2017 (deux jeunes femmes égorgées sur le parvis de la gare Saint-Charles à Marseille).

Certes, nous avons conscience que le risque zéro n'existe pas.
Certes, il ne faut pas céder aux amalgames.
Certes, la France, qui est une démocratie, ne doit pas se renier.

Le terrorisme est-il pour autant une fatalité?

Nous ne le pensons pas. Pour le combattre efficacement et de façon impitoyable, commençons par regarder la réalité en face.
Ayons le courage de dire la vérité, toute la vérité.

La menace terroriste qui frappe aujourd'hui la France est principalement endogène.

Autrement dit, ceux qui passent à l'acte vivent dans notre pays depuis longtemps et y sont souvent nés.

Dix des onze attentats ou projets d'attentats perpétrés en 2017 sont ainsi le fait de Français ou de résidents français.

Mais ce que les responsables politiques, comme les journalistes, du reste, taisent pudiquement, de peur d'être mal compris ou stigmatisés, est que la quasi-totalité de ces terroristes sont issus de l'immigration et de ce que les spécialistes appellent dans le secret de l'alcôve, l'islamo-délinquance: Radouane Lakdim, Ahmed Hamachi, Karim Cheurfi, Adel Kermiche, Mohamed Lahouaiej Bouhlel, Larossi Abballa, les neuf membres du commando du Bataclan, Yassine Salhi, Sid Ahmed Ghlam, Amedy Coulibaly, les frères Saïd et Chérif Kouachi, Mohamed Merah...

La France, compte tenu de sa forte immigration en provenance de pays de culture musulmane est un territoire particulièrement à risque

Que faut-il en conclure? D'abord ce que tous les observateurs étrangers, en particulier anglo-saxons, disent depuis des années: que la France, compte tenu de sa forte immigration en provenance de pays de culture musulmane est un territoire particulièrement à risque.

Ensuite, que le processus d'intégration est bel et bien en panne.

Il y a, en effet, deux façons de voir les choses: soit on part du principe rassurant que ces terroristes qui rejettent la France, son mode de vie et ses valeurs, ne constituent que des exceptions qui viennent confirmer la règle (celle de la bonne intégration de tous les autres), et alors on ne change rien; soit on considère que ces actions antifrançaises et plus généralement anti-occidentales sont des épiphénomènes révélateurs d'une profonde crise, ce que nous croyons.

Une telle analyse n'est pas facile à admettre pour les gouvernants.

Elle pose, dans le cadre de nos régimes démocratiques contemporains, marqués par une forte philosophie libérale et un déni de la souveraineté nationale, un épineux problème: il faut accepter de limiter fortement l'immigration – légale autant qu'illégale -, combattre pied à pied la tendance au multiculturalisme en favorisant l'assimilation, et reprendre le contrôle des nombreuses zones du territoire où la force n'est plus à la loi.

Non, il n'y a aucune recette miracle contre le terrorisme.

Il y a juste des mesures évidentes, de bon sens, à prendre.

La responsabilité du précédent gouvernement est grande.

Car en dépit des effets d'annonce et des coups de menton, la France s'est désarmée intellectuellement, moralement et pénalement ces dernières années.

Rappelons que devant la vague d'attentats anarchistes, qui frappa d'effroi notre pays dans les années 1890, la IIIe République, pourtant mère de nos grandes libertés, n'hésita pas à frapper durement les terroristes, comme leur entourage.

La situation n'est pas si différente, quand on y songe.

Peu organisés, souvent autoradicalisés, agissant seuls ou en petites cellules, défiant l'État et ses symboles à coups de couteau ou de bombes, les terroristes anarchistes furent impitoyablement traqués et défaits.

Le gouvernement d'alors employa les grands moyens, froissant au passage certaines libertés fondamentales: interdiction de la presse et de la propagande anarchiste – élevée au rang de délit d'opinion -, loi permettant l'inculpation de tout membre ou sympathisant des groupes anarchistes, sans faire de

distinction, etc.

Nous demandons au pouvoir actuel la même fermeté: de dissoudre les associations clairement inspiratrices des terroristes islamistes, de surveiller et punir les personnes radicalisées, d'expulser les étrangers qui constituent une menace pour la sécurité des Français, de déchoir de leur nationalité ceux qui l'ont obtenue en dupant notre confiance, enfin, de reprendre le contrôle – par la force s'il le faut -, de tous ces quartiers que l'on dit sensibles, qui servent en fait d'asile à tous les trafics et d'incubateurs à toutes les entreprises terroristes.

Alors, non. Non, il n'y a aucune recette miracle contre le terrorisme. Il y a juste des mesures évidentes, de bon sens, à prendre.

Cela nécessite du courage. Le lieutenant-colonel Beltrame, que la France honore justement comme son héros, a fait le don de sa vie.

Nos gouvernants peuvent sans doute prendre le risque de déplaire.

Hugues Moutouh.

*Ancien conseiller spécial du ministre de l'Intérieur, il vient de publier «Dictionnaire du renseignement» (Perrin, 2018).